

La statue de Steward Johnson déménage

Pour les 70 ans de la fin de la 2ème Guerre Mondiale, une sculpture de J. S. Johnson a été installée devant le Mémorial de Caen. Osez le Féminisme ! 14 (Calvados) a protesté à double-titre : cette œuvre est inspirée d'une photo d'A. Eisenstaedt qui immortalise une agression sexuelle, et son titre Reddition sans condition, est particulièrement sexiste puisqu'il associe l'image d'une femme embrassée contre son gré à celle de la capitulation du Japon. Grâce à la mobilisation d'OLF 14, un panneau explicatif a été mis devant la statue et une journée d'étude a été organisée avec le musée sur le thème « Femmes, Histoire et Mémoire ». La statue part désormais pour Londres, et nos amies des Sisters Uncut sont prévenues : gageons qu'elles sauront lui réserver le meilleur accueil !

Astrid Leray

Un guide pour communiquer sans stéréotypes sexistes

Les communications éditées par les organismes publics ne sont pas exemptes de stéréotypes sexistes : masculin utilisé comme neutre, sous-représentation des femmes dans les prises de parole, graphisme et images sexistes... Pour aider les acteurs publics à lutter contre ces stéréotypes, le Haut Conseil à l'Égalité publie

un Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe. Contenant 10 recommandations à suivre dans l'élaboration de sa politique de communication, ce guide est un outil précieux pour toutes celles et ceux qui souhaitent faire avancer l'égalité. A télécharger sur : haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr

Marie Allibert

Mustang aux Oscars



Le féminisme sera-t-il présent à la prochaine cérémonie des Oscars ? Mustang de la réalisatrice Deniz Gamze Ergüven, choisi pour représenter la France dans la catégorie Meilleur film en langue étrangère, pourrait bien y contribuer. Dans un contexte de net recul des droits des femmes en Turquie, Mustang dénonce l'oppression patriarcale dont sont victimes les Turques, à travers l'histoire

de cinq sœurs qui se démènent pour vivre librement. Un film lumineux, qui invite à réfléchir à la condition des femmes et donne l'énergie pour continuer à se battre pour l'égalité !

Groupe LesBieFéministes

Retraites : double peine pour les femmes

Les caisses de retraite Agirc-Arrco étant déficitaires, une réforme de leur financement a été mise en place. Pour toucher l'entièreté de leur pension, les cotisant-e-s devront désormais travailler un an de plus. Or, du fait des carrières discontinues, les femmes partent déjà plus tardivement en retraite, et touchent des pensions inférieures de 40 % à celles des hommes à cause des inégalités salariales tout au long de leurs carrières. Elles seront donc d'autant plus durement touchées par cette réforme. Pourtant, en réalisant sous dix ans l'égalité salariale, les études montrent que le déficit de l'Arrco aurait été résorbé, et celui de l'Agirc réduit de moitié.

Jean-Marie Coquard

« On dit souvent que je suis acariâtre mais j'ai de bonnes raisons de l'avoir mauvaise »

1 RETRAITÉE SUR 3 PERÇOIT UNE RETRAITE DE MOINS DE 700€

Ne battons pas en retraite, battons-nous pour nos retraites !

www.retraites-femmes.fr

IL EXISTE UNE GPA ÉTHIQUE



Lors des débats sur la Gestation Pour Autrui (GPA), l'argument selon lequel il existerait une GPA éthique revient souvent : la GPA serait acceptable à certaines conditions, notamment lorsque la gestatrice est bénévole, financièrement à l'aise et déjà mère de famille. Mais dans la réalité, combien de mères porteuses répondent à ces critères ?

La majorité des mères porteuses est faite de femmes en situation de précarité qui acceptent de porter l'enfant d'autrui pour améliorer leur propre situation et celle de leurs proches. En Inde et en Ukraine, c'est un véritable trafic humain qui est organisé, avec usines à bébés et contrôle total de la vie des mères porteuses jusqu'à la naissance.

Le cas des États-Unis, censés incarner la dimension « éthique » de la GPA, avec ses gestatrices non pas payées mais « indemnisées », ne peut faire oublier que c'est sur la base d'une exploitation du corps des femmes que ce marché prospère. Car il s'agit bien d'un marché, avec ses agences et employé-e-s vivant entièrement de la production et de la vente de bébés. Même parfaitement réglementée, la GPA reste la manifestation la plus criante de la mainmise de la société sur le corps des femmes : elle fait de leurs ventres une marchandise à disposition, notamment des hommes. Se battre contre la GPA, c'est se battre pour l'égalité.

Chloé Michel

AGISSONS TOUT DE SUITE : CONTRE LE HARCÈLEMENT !

Le 9 novembre dernier, le gouvernement a présenté un plan de lutte contre les violences sexistes dans les transports.

Au quotidien, des hommes agressent des femmes, en toute impunité : interpellations, sifflements, insultes, et même violences physiques et agressions sexuelles. Selon une étude du Haut Conseil à l'Égalité, 100% des femmes interrogées déclarent avoir déjà été victimes de harcèlement pendant leur trajet. 6 femmes sur 10 s'estiment en insécurité dans les transports en commun. Et presque toutes adaptent leur comportement pour se faire le plus discrète possible.

En 2014, Osez le Féminisme ! avait interpellé les réseaux de transports et les pouvoirs publics sur ce problème de société, avec sa campagne Take Back the Metro. Il s'agissait d'événements nocturnes festifs, durant lesquels des groupes de militantes descendaient dans le métro pour faire la fête et occuper l'espace public, sans injonction de discrétion ou peur d'être victimes de violences.

L'annonce par la Secrétaire d'Etat aux Droits des Femmes d'un plan de grande ampleur contre le harcèlement sexiste est une victoire pour Osez le Féminisme ! Affiches dans les métros et les gares, clips vidéos, séquences sonores, dépliants d'information... les outils de la campagne « Stop, ça suffit ! », également relayés

via le hashtag #HarcèlementAgissons, sont articulés autour de trois axes : sortir les victimes de la honte, encourager les témoins à réagir, avertir les agresseurs des peines encourues.



Le numéro d'alerte de la SNCF (3117), trop peu connu, est mis en avant, et le plan prévoit la formation des agents de sécurité à l'identification des situations de harcèlement sexiste, afin qu'ils/elles puissent intervenir. Parce que « le quotidien des femmes ne doit pas ressembler à ça », comme le clame la campagne, le harcèlement et les violences sexuelles commises dans les transports doivent être dénoncés avec fermeté et sanctionnés.

D'autres initiatives ont fleuri en parallèle : des « marches exploratoires », qui ont pour but d'aider les femmes à se réapproprier les transports, réunissent des usagères des transports publics, des responsables des réseaux de transports et des élu-e-s

comme à la Gare du Nord en avril dernier. A Nantes, une expérimentation de bus s'arrêtant à la demande des passager-e-s a vu le jour en novembre. Elle doit garantir une meilleure sécurité des femmes, en les déposant au plus près de leur logement. Toutes ces mesures doivent permettre aux femmes d'utiliser les transports au même titre que les hommes, quelle que soit l'heure du jour et de la nuit. Refuser les zones de non-droit implicites et les couvre-feux tacites imposés à des milliers de femmes qui ont peur d'être agressées et harcelées, c'est un acte militant. Assurer la sécurité et la tranquillité de toutes, c'est la responsabilité des autorités.

LA CAMPAGNE LANCEE EST UN BON SIGNAL, MAIS LES MENTALITES NE CHANGENT PAS EN QUELQUES SEMAINES

La campagne lancée par le gouvernement est un bon signal, mais les mentalités et les comportements ne changeront pas en quelques semaines. Au-delà de la communication et du lancement très réussi de la campagne, la lutte contre le harcèlement sexiste doit se pérenniser. Parce que ces violences nous concernent toutes, demandons des messages affichés durablement, au même titre que ceux qui dénoncent les incivilités en tout genre dans les transports.

Marion Moussier

Scandale sexiste et scolaire



Chaque jour des adolescentes vivent un enfer en milieu scolaire. Réputations de filles coincées ou à l'inverse de filles faciles, remarques sur le physique, attaques sur l'orientation sexuelle : le harcèlement dont elles sont victimes est à l'image de la société, sexiste. Si autrefois, le harcèlement s'arrêtait à la porte de l'établissement, les réseaux sociaux prennent aujourd'hui le relais, et les adolescentes victimes n'ont plus d'échappatoire. Des souffrances qui conduisent parfois au suicide. En outre, les professionnel-le-s ne sont pas formé-e-s pour réagir. La Ministre de l'Éducation Nationale Najat Vallaud-Belkacem a lancé un plan salubre de lutte contre harcèlement scolaire, auquel manque toutefois une approche genrée de ces violences.

Marion Moussier

LESBIEFAMILY : ENTERRONS LA LESBIOPHOBIE !

Dans un contexte de violences exacerbées par les débats sur l'ouverture du mariage à tous les couples, 60% des lesbiennes et bies déclarent avoir été victimes de discriminations liées à leur orientation sexuelle.

La lesbophobie désigne "l'aversion, le mépris ou la haine à l'égard des lesbiennes". Elle "se manifeste par des comportements de rejet, de discrimination et de violence où se conjuguent homophobie et sexisme". La lesbophobie postule notamment qu'il est impossible à une femme de vivre une sexualité sans homme. Elle condamne les lesbiennes "parce qu'elles transgressent les rôles et brisent la structure des rapports d'appropriation et d'oppression des hommes sur les femmes". Les bisexuelles peuvent en outre se voir reprocher de ne pas exprimer de préférence exclusive pour les femmes ou les hommes (biéphobie). Nous parlerons de "lesbiéphobie" pour désigner ces deux formes de discrimination.

Alors que la famille devrait être un havre de paix où l'on se sent accepté-e sans réserve, les lesbiennes et les bies n'y sont

pas épargnées. Avec la campagne LesBie-Family, Osez le Féminisme ! dit non à la lesbiphobie !



Double-peine

La famille est trop souvent le lieu de discriminations sexistes pour les filles et les femmes. Elle est le vecteur d'une culture commune (origines, croyances, pratiques, traditions...); la transgresser suscite l'incompréhension, le rejet, voire la violence de la part du groupe familial. Dans une société qui reste patriarcale, l'indépen-

dance des femmes (divorce, célibat choisi, refus des stéréotypes de genre...) peut être mal vue par la famille, quand elle enfonce son système de valeurs.

Pour les lesbiennes et les bies, ces discriminations peuvent se doubler de violences spécifiques liées à la norme hétérosexuelle. Sous couvert du qu'en-dira-t-on ou de la religion, certains parents choisissent d'exclure leur propre fille des réunions de famille; d'autres refusent de rencontrer sa compagne, d'interagir avec elle ou d'en entendre parler, instaurant un oppressant silence.

Les victimes d'autres discriminations (racistes, socio-culturelles, religieuses...) subissent rarement ces violences au sein de leur famille proche, contrairement aux lesbiennes et aux bies. Exception faite de l'espace public, la famille est le lieu où s'exprime le plus fréquemment la lesbiphobie : incompréhension (72%), rejet (66%), insultes (38%), moqueries (30%) en sont les manifestations les plus tangibles.

Ces discriminations touchent surtout les adolescentes et les jeunes adultes, souvent tributaires du logis ou du soutien financier de leurs parents. À un âge important dans le développement personnel, cette forme de harcèlement induit une grande souffrance psychique.

Invisibilité

Ce climat oppressant peut obliger les lesbiennes et les bies à s'effacer. Près de 75% d'entre elles s'abstiennent de faire part de leur orientation sexuelle à l'ensemble de leur famille. Elles n'osent pas démentir leur hétérosexualité auprès de celles et ceux qui la présument, ou prennent leur compagne pour une simple amie. Quant aux familles, elles s'accommodent volontiers de ces non-dits.

D'autres décident d'assumer leur sexualité au sein de leur famille. C'est souvent à ce moment-là que les choses dégèrent. Certaines familles se murent dans le déni ou s'emploient à faire "changer" ces

Boutin merdoie, la justice passe

« L'homosexualité est une abomination ! ». Cette phrase, Christine Boutin, ex-présidente du Parti Chrétien-Démocrate, l'a prononcée face à un journaliste en avril 2014. Les associations Inter-LGBT, Le Refuge et Mousse se sont portées parties civiles pour le procès et ont dénoncé des propos qui participent de l'exclusion et de la stigmatisation des personnes homosexuelles et lesbiennes. La défense de l'ancienne ministre et ex-porte-parole des anti-PACS, affirmant « j'ai des amis homosexuels » et « cela ne veut absolument pas dire que je condamne les personnes homosexuelles », n'a pas convaincu les juges. Christine Boutin a été condamnée à 5000 euros d'amende pour « provocation à la haine ou à la violence », et à 2000 euros pour les associations Le Refuge et Mousse. Ce n'est que depuis 2004 que des propos d'incitation à la haine en raison de l'orientation sexuelle peuvent être condamnés. Elle a annoncé faire appel.

J.-M. C.

trouble-fête à grand renfort de culpabilisation. Assumer sa compagne en famille ? Un caprice. Refuser de "ménager" les parents ? Égoïsme forcené. Les familles exhortent ces jeunes femmes à réintégrer le rang. À quel prix ?

LA FAMILLE «TRADITIONNELLE» FANTASMÉE PAR LE PATRIARCAT NE RECOUVRE PAS LA RÉALITÉ SOCIÉTALE

Par leurs injonctions patriarcales, ces familles insinuent qu'une femme a besoin d'un partenaire masculin pour exister. Tout est fait pour dénigrer, voire nier la sexualité féminine, ce qui induit un cercle vicieux, déplore la Coordination lesbienne en France : les discriminations poussent à l'invisibilité, qui aggrave à son tour la lesbophobie.

Conséquences dramatiques

Ce rejet a des répercussions dramatiques pour les lesbiennes et les bies. "Dans le cadre familial, 62% des faits entraînent des conséquences pratiques". Un chiffre deux fois plus élevé que pour l'ensemble des discriminations lesbophobes et biophobes (30%).

Les conséquences physiques, matérielles et/ou psychologiques de ce rejet sont terribles. Le conflit peut aller jusqu'à la rupture

familiale (41%), avec des effets particulièrement dévastateurs pour les plus jeunes : déménager pour échapper au harcèlement, se retrouver à la rue, rater ses examens... Ces situations sont non seulement précaires, mais traumatisantes. Faute d'approbation familiale, de nombreuses lesbiennes et bies éprouvent des difficultés à vivre leur sexualité. Elles font état d'épisodes dépressifs, de crises d'angoisse... Souvent, le conflit familial nourrit un sentiment de culpabilité qui crée des tensions au sein du couple.

Rappelons que la famille "traditionnelle" fantasmée par les tenants du patriarcat ne saurait recouvrir la réalité sociétale. Il existe en France des familles nombreuses, recomposées, monoparentales, hétéroparentales, homoparentales, lesboparentales... Il est temps de déconstruire les clichés et de lutter contre l'ignorance, la peur et la haine, d'autant plus violentes qu'elles émanent de l'entourage familial. Interrogeons-nous moins sur les motivations supposées des lesbophobes/biophobes, et davantage sur le vécu des personnes exclues de leur propre famille en raison de leur orientation sexuelle.

Pour une année lesbienne

À l'approche des fêtes de fin d'année, le groupe Lesbieféministes d'Osez le Féminisme ! est passé à l'offensive pour com-

battre la lesbophobie. Le 11 décembre, nous avons solennellement enterré la lesbophobie au Bar'Ouf, à Paris.

L'année 2013 a vu le mariage s'ouvrir aux couples de même sexe en France. Pour 2016, nous demandons que l'égalité des droits s'applique à toutes et à tous, dans tous les domaines. Nous appelons François Hollande à honorer sa promesse de 2012, en ouvrant enfin la PMA aux couples de femmes.

Petite Maman Noëlle, faites que 2016 soit une année lesbienne !

Marianne Floc'h

Pour en savoir plus : <http://lesbiefamily.olf.site>



Mariage pour tou-te-s : la pièce montée n'atteint pas des sommets

18 mai 2013 : après des débats tendus qui ont mis en lumière une frange ultra conservatrice et réactionnaire de la société, la loi Taubira est promulguée et permet à deux femmes ou deux hommes de se marier. Deux ans et demi après, où en sommes-nous ? En 19 mois, 17 500 unions de personnes de même sexe ont été célébrées, dont 40% concernent des lesbiennes. Ces mariages sont souvent sujets à tensions : des élu-e-s continuent de refuser d'appliquer les lois françaises, faisant de ce jour de bonheur un rappel à une réalité souvent lesbophobe et homophobe.

Bien que 68% des Français-es se disent en faveur du mariage pour tou-te-s, les actes lesbophobes, homophobes et biophobes ont augmenté. Beaucoup de chemin reste à parcourir pour une parfaite égalité des familles : si le mariage pour tou-te-s a été gagné, l'adoption reste un parcours de la combattante et la PMA se fait toujours attendre.



Groupe LesBieFamily

LETTRE OUVERTE A MA FIANCEE

Ma douce, ma belle,

Comme j'aimerais savoir balayer d'un bon mot les remarques graveleuses, les propos blessants et indécents de quelques-uns, de nos amis ou de parfaits inconnus croisés au hasard d'une soirée. En public, nos gestes tendres et discrets éveillent la curiosité. « Mais comment vous faites, concrètement ? Parce que ça doit manquer quand même... Tu fais comment pour faire l'homme ? C'est elle, c'est toi, vous changez parfois ? Excuse-moi, hein, je veux pas être indiscret, mais quand même c'est pas pareil sans mec... ça peut pas être pareil, y a rien à faire ! » Non, je ne t'excuse pas et si, tu es indiscret. Tu es même grossier et grotesque.

Ma douce, faut-il se taire et le laisser parler ? Peut-être pourrais-je lui dire à quel point je t'aime. Dessus, dessous, debout, à genoux, j'aime t'aimer. Dans l'air, dans l'eau, par terre, j'aime faire l'amour avec toi. Permettras-tu que je lui dise ? N'est-ce pas déjà livrer ce qui n'appartient qu'à nous ? Ma belle, m'accorderais-tu une brèche dans notre intimité, juste pour lui confirmer que je jouis sans peine, pleinement, longuement, avec un bonheur indicible, grâce à toi. Lui dire que notre si belle histoire d'amour est aussi une belle histoire de cul. Nous avons nos préliminaires, nos acrobaties, nos préférences. Nous usons de tous nos sens et chaque parcelle de ta

peau me captive. Ma si belle amour, je te désire partout et toute entière.

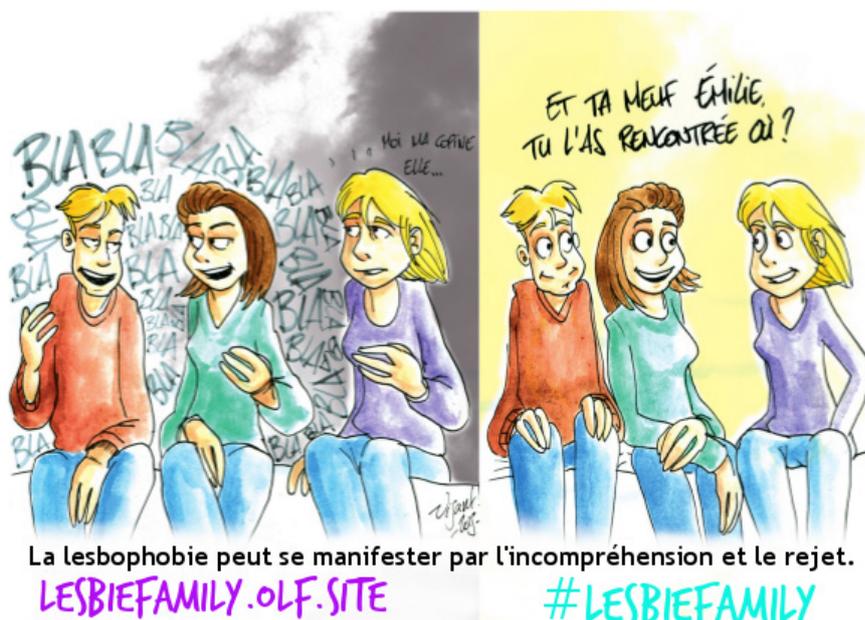
Et si c'est déjà trop pour nous, c'est encore trop peu pour lui. Il insiste, curieux, blessé de comprendre que sa virilité nous importe peu : « C'est comme avec un mec ?! Vous utilisez bien des trucs alors ? ». Ma belle, ma douce, je vois déjà tes yeux chagrins face à cette malsaine avidité de détails techniques, alors que nous, nous parlons désir et sensualité.

C'en est trop ! Alors oui, c'est comme avec un mec, oui, on se prend debout contre les

portes, oui, on lèche, on suce, on pénètre... oui, on y met les doigts, les mains, la langue, mais là, en plus, il y a des seins ronds, des hanches et un clito ! Miam. Oui je sais, ma douce, j'en fais trop. Quand nous laisseront-ils en paix ? A quand le respect ?

Peut-être faut-il juste continuer à vivre comme nous l'entendons, avec nos gestes tendres en public, nos doigts entrelacés aux terrasses des cafés, mes mains sur tes hanches en balades... Ô tes hanches !

Valérie Chaillou



PMA pour toutes !

Samia et Emilie désirent un enfant. Si elles étaient belges, danoises, espagnoles, finlandaises, néerlandaises, anglaises ou suédoises, elles auraient accès à la PMA. Le problème ? Samia et Emilie sont françaises : elles devront organiser un voyage à l'étranger avec le coût financier et les risques sanitaires induits, avoir recours au système D ou renoncer.

La PMA ou Procréation Médicalement Assistée, désigne l'ensemble des techniques permettant de fusionner un ovule et un spermatozoïde par le biais d'interventions médicales, afin d'obtenir à terme une grossesse. En France, elle est réservée aux couples hétérosexuels infertiles. Exit lesbiennes et célibataires, alors qu'elles sont éligibles à une adoption.

Engagement de François Hollande en 2012, revenant régulièrement dans les débats, la loi PMA pour toutes provoque des indignations à nos politiques qui apparemment n'imaginent pas une femme enceinte sans un viril bras protecteur. Vous avez dit sexisme ? Vous avez dit lesbophobie ?

Murielle Giraud

INTERVIEW DE PIERRE-YVES GINET, RÉDACTEUR EN CHEF DU MAGAZINE "FEMMES ICI ET AILLEURS"

Comment est né le magazine ?

L'association « Femmes en résistance » est née en 2003 d'un œil aiguisé pour la photographie et d'une sensibilité féministe. L'idée a d'abord été de concevoir des expositions sur les droits des femmes, qui visent à faire connaître au plus grand nombre les pionnières du féminisme ou de grandes figures féminines.

En 2012, l'équipe a souhaité développer un magazine, né d'un constat sidérant : 80% des sujets de l'information portent sur des hommes. Sur les 20% restants, les femmes sont cantonnées à un rôle féminin stéréotypé : mères, victimes ou représentantes de métiers très féminisés. Il est rare que les femmes soient montrées comme actrices de leur vie ou comme expertes. Or, les médias participent largement à la propagation des stéréotypes sexistes. Il est important d'interroger la nature de l'information qui nous est donnée et son impact sur nos représentations.

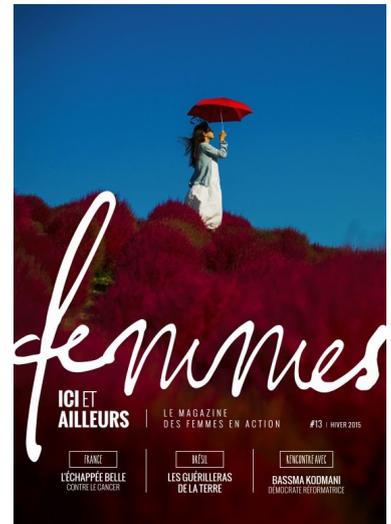
Avec l'association, on a d'abord essayé de sensibiliser les rédactions, mais ça n'a pas du tout fonctionné. Nous avons fini par décider de créer nous-mêmes un titre et surtout montrer et donner la parole à des femmes agissantes qui se battent contre l'oppression patriarcale. Elles peuvent

avoir été victimes bien sûr à un moment donné, mais essaient de faire de ce vécu un combat pour que d'autres ne le vivent plus, comme les Africaines contre l'excision, ou bien montrer la lutte des paysannes brésiliennes sans-terre au Brésil.

Nous avons aussi une rubrique consacrée aux cheffes d'entreprises, aux militantes, mais aussi à des artistes, des scientifiques. Nous voulions informer de façon positive, donner de bonnes nouvelles sur les droits des femmes, tout en gardant l'« esprit » magazine, avec de belles photos.

Il y a un an, le magazine était menacé, comment se porte-t-il aujourd'hui ?

Il y a un an, nous voulions tout arrêter. C'était très dur, le nombre d'abonné-e-s stagnait. Nous n'arrivions plus à faire face aux frais d'édition, impossible de le diffuser en kiosque en dessous de 15-20 000 exemplaires, il fallait faire plus d'abonnements. Intitulé « Femmes en résistance », nous l'avons rebaptisé « Femmes ici et ailleurs » en 2014 et lancé une opération de sauvetage auprès des associations féministes, aux élu-e-s droits des femmes pour qu'elles le fassent connaître... Aujourd'hui, il est sauvé avec 2 000 abonné-e-s, mais c'est toujours sur le fil...



Si Aladin-e pouvait exaucer ton vœu le plus cher pour l'association en 2016, ce serait quoi ?

Continuer. Qu'un réseau de diffusion se mette en place, qu'on arrive à toucher un public toujours plus large et fidéliser nos abonné-e-s, et enfin qu'ils et elles comprennent que l'indépendance de la presse a un prix.

Propos recueillis par Julie Muret

DU CÔTÉ DES ORGANISATIONS

LES CRÉATRICES DE BD CONTRE LE SEXISME

Des créatrices de BD se mobilisent au sein d'un collectif, contre le sexisme dont elles font l'objet dans leur monde professionnel : « Notre travail étant perpétuellement l'objet de questions sexuées auxquelles ne font pas face nos collègues masculins, nous, créatrices de bandes dessinées, avons décidé de nous rassembler pour dénoncer les formes que prend le sexisme dans ce champ littéraire, tout en avançant des façons de le combattre. »

Le collectif regroupe une centaine de femmes dont Marguerite Aboutet (« Aya de Yopougon »), Pénélope Bagieu (« Joséphine »), Annie Goetzinger (Agence Hardy), Marie Moinard (créatrice de la maison d'édition Des ronds d'ans l'ò), Catel Muller

(« Kiki de Montparnasse », « Olympe de Gouges »), Marjane Satrapi (« Persepolis »).



Ces autrices ont rédigé une charte pour dénoncer le sexisme dans leur secteur et proposer un certain nombre d'orientations pour féminiser la BD et aller vers plus d'égalité : promotion d'une littérature plus égalitaire, sans séparation par genre dans les rayons, parité dans la représentation de la profession, responsabilisation des acteurs-trices de la chaîne du livre face au sexisme et aux discriminations...

Le festival de la bande dessinée d'Angoulême, rendez-vous international qui se tiendra fin janvier 2016, sera l'occasion pour le collectif de sensibiliser les participant-e-s à ces thèmes.

Mathieu Cousineau

CE QUE MILITER VEUT DIRE

« C'est dans le vide de la pensée
que s'inscrit le mal. »

Hannah Arendt

Sur la place de la République à Paris, le vendredi 13 novembre, de petites bougies scintillaient autour de la statue, comme chaque soir depuis le 7 janvier. Quelques heures plus tard, les effroyables attaques terroristes à Paris et Saint-Denis ravivaient pour longtemps la flamme de ce mémorial improvisé et plongeaient le pays dans la stupeur et l'effroi.

Sous la violence du choc, la raison peine à garder le dessus sur les émotions. C'est pourquoi nous avons voulu prendre le temps de réfléchir à ce qu'une association féministe comme la nôtre peut ou doit faire, et comment le faire, après un tel traumatisme. Dans un contexte troublé par les peurs, nous voulons parler d'une voix ferme et réaffirmer nos valeurs fondatrices.

Les inégalités qui minent notre société constituent le terreau de toutes les violences, et c'est pourquoi on ne peut combattre les unes sans lutter contre les autres. Si nous voulons abolir le système patriarcal, c'est pour anéantir autant les inégalités femmes-hommes que les violences physiques et psychologiques qu'il engendre.

La laïcité, principe essentiel de la République, une des valeurs fondamentales de notre association, doit retrouver sa place dans le débat démocratique. Elle doit prévaloir dans tout positionnement politique, tandis que les religions, quelles qu'elles soient, doivent être réservées au cercle privé. Plus que jamais, elle guidera nos

décisions et nous veillerons à ce que nos opposant-e-s ne détournent pas ce principe de son sens premier.

L'extrême droite, comme toujours, fait de la peur son fonds de commerce et ne recule devant aucune ignominie pour tirer un bénéfice électoral du drame. Face à la tentation de la méfiance, de l'hostilité généralisée, du repli sur soi, de la haine extravertie, nous répondons avec force que c'est au contraire par toujours plus de dialogue et de solidarité que nous pourrons avancer vers une société plus égalitaire.

NOTRE MEILLEURE RÉPONSE FACE AU TERRORISME, C'EST DE POURSUIVRE SANS RELÂCHE NOTRE TRAVAIL D'ÉDUCATION POPULAIRE

L'instauration de l'état d'urgence dans la soirée du 13 novembre a conduit à l'extension temporaire des pouvoirs des forces de l'ordre. Après quelques semaines, nous constatons déjà des dérives : perquisitions chez des militant-e-s ne pouvant être assimilé-e-s à des terroristes, assignations à résidence arbitraires, etc. Nous ne connaissons pas encore précisément le contenu de la révision constitutionnelle voulue par le pouvoir exécutif, mais nous resterons extrêmement vigilant-e-s face à toute volonté de restreindre nos libertés individuelles et collectives, qui serait aussi grave qu'inefficace.

Notre meilleure réponse face au terrorisme, en tant que composante du mouvement social, est de poursuivre sans relâche notre travail d'éducation populaire, par tous les moyens. Moquer les traits les plus grotesques du patriarcat. Discuter avec l'ensemble de la société, en ne laissant personne sur le côté de la route. Construire autant de ponts que possible avec les militant-e-s qui, partout dans le monde, poursuivent les mêmes buts que nous et nous ont envoyé leurs témoignages de solidarité dès le 13 novembre au soir.

Ce n'est pas - seulement - à notre capacité à réinvestir les terrasses de cafés que nous mesurerons notre résilience face à la terreur. C'est en cultivant nos convictions avec pacifisme, bienveillance et vigilance citoyenne, comme nous l'avons toujours fait. Nous n'oublierons pas toutes celles et tous ceux qui partageaient ces idéaux et qui sont tombé-e-s sous la violence aveugle.

Et nous conserverons, chevillé au corps, cet espoir chanté par Barbara et qui a résonné dans l'hôtel des Invalides lors de la cérémonie d'hommage aux victimes :

« Mais laisser vivre les fleurs sauvages
Et faire jouer la transparence
Au fond d'une cour aux murs gris
Où l'aube aurait enfin sa chance ».

Paris, 10 décembre 2015

Le Conseil d'administration
d'Osez le Féminisme !

**Vous souhaitez recevoir le journal,
participer à sa rédaction ou à sa diffusion ?**

CONTACTEZ-NOUS

Envoyez vos coordonnées
contact@osezlefeminisme.fr
www.osezlefeminisme.fr

Comité de rédaction : Marie Allibert et Marion Georgel
Logo : Mila Jeudy – Maquette : Alice R. et Marie A.
Éditrice : Osez le féminisme !
Directrice de publication : Claire Serre-Combe
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale de France
ISSN 2107-0202
Imprimerie : Online Printers